



Confédération Nationale du Logement
Fédération C.N.L. du Val-de-Marne

Communiqué de presse 2018-18 (5 décembre 2018)

Le compte n'y est pas, la CNL demande plus !

Le gouvernement annonce aujourd'hui un moratoire de six mois sur les hausses de carburants, d'électricité et de gaz après plusieurs semaines de mouvements de protestation. Cette décision ne résout pas le problème du pouvoir d'achat des familles qui est en berne. La CNL du Val-de-Marne réclame également un arrêt des baisses des aides au logement et des augmentations de loyer !

Aujourd'hui - alors que le gouvernement recule devant la colère des mouvements de protestation qui ont secoué la France depuis des semaines en abandonnant provisoirement la hausse des carburants, de l'électricité et du gaz - le pouvoir d'achat des familles régresse sous les attaques incessantes et précarise de plus en plus de personnes des classes populaires et moyennes.

Comment une famille peut vivre lorsque les aides au logement baissent à cause des coups de rabais du gouvernement et que les loyers augmentent de 1,25% en 2019 ? Comment une personne veuve peut vivre si on lui promet une baisse de sa pension de réversion ? Comment un retraité peut vivre avec une pension qui le fait vivre au-dessous du seuil de pauvreté ?
C'est inacceptable !

La CNL du Val-de-Marne condamne la mise en danger de personnes fragilisées par les conditions de vie de plus en plus dures et par la marginalisation sociale que peuvent provoquer les pertes de salaires, de pouvoir d'achat.

La Fédération CNL du Val-de-Marne demande un arrêt des baisses des aides au logement (ponction et diminution) qui ne sont peu ou pas compensées par les réductions de loyer.

La Fédération CNL du Val-de-Marne réclame un arrêt des hausses de loyer qui grèvent les ménages et qui font supporter le poids de la politique du logement qui devrait être à la seule charge de l'Etat.